

Communiqué de presse

#G7Biarritz

L'industrie numérique mondiale¹ appelle les dirigeants à aligner leurs politiques sur le numérique

Paris, le 22 août 2019 – Dans la perspective du Sommet du G7 qui se déroulera à Biarritz du 24 au 26 août, [Syntec Numérique](#), [Tech in France](#) et l'[AFNUM](#), réunies au sein de [DIGITALEUROPE](#), invitent les leaders politiques à se concentrer sur deux défis majeurs de la transformation numérique : garantir des rapports de confiance dans les flux de données d'un Etat à un autre et assurer un développement éthique et responsable de l'intelligence artificielle. Pour relever ces challenges, les organisations rappellent ainsi [leur série de recommandations](#) formulées le 28 juin dernier à l'occasion du Sommet d'Osaka.

Une libre circulation des données fondée sur la confiance (« Data Free Flow with Trust »)

A l'instar du premier ministre japonais à Davos en janvier dernier, l'industrie numérique mondiale préconise aux Etats la mise en place d'un système de « *Data Free Flow with Trust* » (DFFT), c'est-à-dire d'un système de circulation des données basé sur la confiance et la collaboration, facteurs clés d'une croissance mondiale pérenne.

A cet effet, [cinq recommandations](#) ont été formulées par les organisations du secteur :

- **Faciliter la libre circulation des données** à travers les frontières et renforcer la confiance.
- **Etendre les mécanismes de protection de la vie privée** afin de garantir l'interopérabilité internationale, la neutralité technologique, la transparence et des pratiques responsables en matière de traitement des données, conformément aux directives de l'OCDE sur la protection de la vie privée et sur les flux transfrontaliers de données personnelles.
- **Garantir des moyens de cybersécurité sans faille**, dès la conception, en permanence, et en tout lieu, en mettant en place des normes internationales et des bonnes pratiques communes élaborées par les acteurs du secteur numérique.
- **Protéger les consommateurs et les citoyens contre les activités commerciales frauduleuses ou trompeuses sur internet** grâce à une coopération des différents organismes nationaux en charge de cette protection.
- **Assurer une régulation transparente des flux de données et soutenir la concurrence et l'innovation**, tout en protégeant la propriété intellectuelle (y compris les codes sources, les clés de cryptage, les algorithmes et les nouvelles technologies, en particulier l'intelligence artificielle).

L'intelligence artificielle pour tous

Grâce à la circulation des données, en toute confiance, des technologies de pointe telles que l'internet des objets, l'intelligence artificielle, la robotique, la blockchain, etc. transforment nos économies et nos sociétés sous tous leurs aspects : santé, agriculture, mobilité, énergie, environnement, industrie, éducation, etc.

Le principal défi qui se pose aujourd'hui aux gouvernements est de mettre en œuvre des solutions innovantes afin que cette révolution en marche bénéficie à tous. A cet effet, l'OCDE, l'Union européenne, les gouvernements français, canadien, japonais et beaucoup d'autres n'ont négligé aucun effort en vue de s'accorder sur des lignes de conduite éthiques et des principes visant à mettre l'IA au service de l'Homme.

Dans cet esprit, la Commission européenne a par exemple développé un processus « agile »

d'expérimentations de type « bac à sable » : la grille d'évaluation aussi complète que détaillée qu'elle a publiée permet à toute entreprise qui le souhaite de mettre les principes éthiques pour l'IA à l'épreuve des réalités micro-économiques au cours de cette phase d'évaluation.

A cet égard, le Groupe d'experts international pour l'Intelligence Artificielle (G2IA) créé l'an dernier par le Canada et la France en vue de « soutenir et orienter un développement responsable de l'IA » pourrait fournir un cadre propice à l'encouragement d'une coopération mondiale dans l'innovation, la recherche et l'investissement.

Les organisations appellent en outre les gouvernements à faire porter leurs efforts sur la formation, y compris en reconversion, ainsi que sur le soutien à un développement éthique et responsable de l'IA. Ses applications, dans des domaines comme la consommation d'énergie, le changement climatique ou la santé, contribueront à améliorer la qualité de vie de chacun.

Pour cela, les acteurs du secteur ont formulé quatre recommandations :

- **Communiquer et aligner les approches et les politiques relatives aux conduites éthiques**, y compris les travaux effectués au niveau national, de l'OCDE et de l'Union Européenne lors du sommet du G7. L'objectif est d'assurer une conception et un déploiement éthique et responsable des systèmes d'IA, notamment en s'attaquant aux mécanismes de sécurité, en utilisant des données vérifiées et représentatives, en promouvant la transparence et en permettant une plus grande interopérabilité.
- **Soutenir le développement et l'utilisation de standards mondiaux communs** et conçus par des acteurs du secteur en vue de favoriser l'interopérabilité et un accès non-discriminatoire au marché et à l'innovation.
- **Faciliter l'usage des données et leur accès** sous un format ouvert et utilisable pour des applications d'IA, en vue de susciter l'innovation et la compétitivité, et de stimuler les opportunités pour les PME.
- **Promouvoir la coopération dans les domaines de la recherche et de l'innovation** pour soutenir les compétences numériques des jeunes générations et des actifs ayant besoin d'acquérir de nouveaux savoir-faire. **La mise en place de programmes permettant l'échange de chercheurs entre universités** faciliterait également de nouvelles formes de coopération et la possibilité de développer des solutions d'IA pour une société durable.

« Une politique de la donnée ambitieuse, favorisant la confiance et permettant l'accès, le partage et la circulation d'une plus grande masse de données, est la première clé pour que l'intelligence artificielle soit à la portée de tous. Cela permettra le développement d'applications dans tous les secteurs : du développement durable, de la santé, de la mobilité, etc., avec des gains formidables pour notre croissance. Mais cela suppose aussi que nous renforçons notre système de formation, pour orienter vers les métiers de demain, à la fois des jeunes et des publics en reconversion. Et c'est là, selon nous, qu'il faut accentuer encore les efforts » explique **Godefroy de Bentzmann, Président de Syntec Numérique.**

« Que ce soit en matière de circulation des données ou d'intelligence artificielle, nos industries attendent des Etats qu'ils développent des synergies communes de promotion de l'innovation et s'impliquent le cas échéant dans des démarches davantage concertées d'élaboration des régulations nécessaires » déclare **Pierre-Marie Lehucher, Président de Tech in France.**

« L'accès facilité à des données fiables pour alimenter l'apprentissage des machines, associé à la voie éthique qui a été choisie par l'Europe et par la France, représentera à terme un véritable avantage compétitif dans l'échiquier des politiques mondiales d'intelligence artificielle. Cette approche contribuera à ouvrir des perspectives innovantes dans de nombreux secteurs essentiels pour la société dans son ensemble (environnement, médical, sécurité routière...), tout en permettant le respect des droits fondamentaux de chacun. Le développement d'un système vertueux favorisera également l'émergence de nouveaux emplois en créant ainsi de nouvelles opportunités à la fois de formation initiale et de formation continue » commente **Georges Karam, Président de l'AFNUM.**

¹Il s'agit d'une initiative de [DIGITALEUROPE](#) qui a fédéré autour d'elle plusieurs organisations mondiales du secteur numérique : [Syntec Numérique](#), [Bitkom](#), [TechUK](#), [Tech in France](#), l'Alliance Française des Industries du Numérique ([AFNUM](#)), the Information Technology Association of Canada ([ITAC](#)), the Japan Electronics and Information Technology Industries Association ([JEITA](#)), the Japan Business Council in Europe ([JBCE](#)), the World Information Technology and Services Alliance ([WITSA](#)).

A propos de Syntec Numérique

Syntec Numérique est le syndicat professionnel des entreprises de services du numérique (ESN), des éditeurs de logiciels et des sociétés de conseil en technologies. Il regroupe plus de 2 000 entreprises adhérentes qui réalisent 80% du chiffre d'affaires total du secteur (plus de 56 Md€ de chiffre d'affaires, 474 000 employés dans le secteur). Il compte 30 grands groupes, 120 ETI, 1 000 PME, 850 startups et TPE ; 11 Délégations régionales (Hauts de France, Grand Est, Auvergne Rhône-Alpes, Provence Alpes Côte d'Azur, Occitanie, Nouvelle Aquitaine, Pays de la Loire, Bretagne, Bourgogne-Franche-Comté, Centre Val de Loire, Normandie) ; 20 membres collectifs (pôles de compétitivité, associations et clusters).

Présidé par Godefroy de Bentzmann depuis juin 2016, Syntec Numérique contribue à la croissance du secteur et à la transformation numérique de notre pays à travers la promotion des nouveaux usages du numérique, le soutien à l'emploi et à la formation, l'accompagnement de ses adhérents dans leur développement et la défense des intérêts de la profession.

Pour en savoir plus : www.syntec-numerique.fr

Relations presse - Agence Wellcom : Camille Ruols - Elise Plat

Tel : 01 46 34 60 60 / camille.ruols@wellcom.fr - elise.plat@wellcom.fr

<http://wellcom.fr/presse/syntec-numerique/>

A propos de Tech in France

Créée en 2005, TECH IN France est une association professionnelle de loi 1901 qui a pour but de rassembler et de représenter les éditeurs de logiciels et services internet en France. Porte-parole de l'industrie numérique, TECH IN France compte 400 entreprises adhérentes : de la startup à la multinationale en passant par la PME et les grands groupes français ; soit 8 milliards d'euros et 90 000 emplois. TECH IN France s'est donnée pour mission de mener une réflexion permanente sur l'évolution de l'industrie numérique et promouvoir l'attractivité du secteur.

www.techinfrance.fr

Stéphanie Haddad +33 (0)6 66 69 49 33 – s.haddad@techinfrance.fr

Relations presse – TECH IN France

A propos de l'AFNUM

L'AFNUM (Alliance Française des industries du Numérique) est le syndicat professionnel qui regroupe, en France, les industriels des réseaux, du traitement de l'information, des terminaux, du traitement du document, de l'électronique grand public, de la photographie, des systèmes d'impression et des objets connectés. Il regroupe une soixantaine d'entreprises et représente un secteur d'activité employant 80 000 personnes générant un chiffre d'affaires de 15 milliards d'euros en France.

www.afnum.fr

Contact presse : Stella Morabito, Déléguée Générale AFNUM - 01.56.90.37.15 - smorabito@afnum.fr

A propos de Digital Europe

DIGITALEUROPE représente l'industrie des technologies numériques en Europe. Outre plusieurs leaders mondiaux de l'informatique, des télécoms et de l'électronique grand public (69 sociétés), nos membres comptent aussi 40 syndicats professionnels de ces secteurs à travers l'Europe, soit au total plus de 35 000 entreprises du numérique. DIGITALEUROPE s'attache à mettre les avantages des technologies numériques à la portée des entreprises et des citoyens européens, contribuant ainsi à faire de l'Europe un espace de croissance propre à attirer et soutenir les meilleures compagnies mondiales dans ces domaines. DIGITALEUROPE assure la participation de l'industrie au développement et à la mise en œuvre des politiques européennes.

www.digitaleurope.org/